

et devient Premier ministre du Canada. Au nombre des objectifs de son gouvernement, on retrouve les trois suivants: 1) la reconnaissance par le Canada anglophone des intérêts du Canada français afin de contrer la croissance du sentiment séparatiste au Québec; 2) la promotion d'un sentiment d'identité canadien distinct afin de freiner l'influence croissante de la culture américaine au Canada anglophone; 3) la protection de l'économie canadienne contre la domination étrangère et particulièrement contre la prise en main des industries et des ressources du Canada par des sociétés américaines. La plupart des Canadiens sont au fait des changements qui prennent place aux États-Unis après 1968; par contre, peu d'Américains sont conscients des changements profonds qui s'opèrent au Canada, alors que le gouvernement cherche à persuader les Québécois qu'ils sont des citoyens à part entière dans leur propre pays et s'oriente vers une politique plus indépendante à l'égard des États-Unis. Le gouvernement Trudeau veut réduire le nationalisme québécois tout en renforçant le nationalisme canadien.

Les Américains commencent à se rendre compte que tout ne va pas bien chez leur voisin du Nord lorsque des terroristes gauchistes, animés par l'idéal d'un Québec indépendant, utilisent la violence à Montréal en 1970 pour soulever le sentiment séparatiste dans la province. Un double enlèvement conduit à l'assassinat d'un membre du gouvernement provincial. Le gouvernement Trudeau invoque des pouvoirs d'urgence et mate la violence en quelques jours. L'incident connaît cependant une large publicité aux États-Unis, notamment à la télévision, et de nombreux Américains prennent conscience pour la première fois que leurs villes n'ont pas le monopole du terrorisme mené par des groupes clandestins. Toutefois, l'efficacité avec laquelle les autorités canadiennes règlent le problème amène les Américains à conclure que le nationalisme québécois est l'oeuvre de quelques fanatiques et que la grande majorité des Québécois s'opposent à l'indépendance. Ils croient pour la plupart que la grande majorité des francophones sont des Canadiens loyaux qui veulent seulement plus d'autonomie pour le Québec.

La crise de 1971

En 1971, une mini-crise se produit dans les relations canado-américaines lorsque le gouvernement américain impose une surtaxe sur toutes les importations étrangères et suspend le règlement or de ses comptes sur l'étranger. Jusqu'au 15 août 1971, le Canada et les États-Unis entretenaient ce qu'on en était venu à appeler une «relation spéciale»; en termes pratiques, le Canada bénéficiait d'un traitement préférentiel au chapitre de la politique économique et commerciale américaine. Cette fois, cependant, l'administration Nixon refuse d'exempter le Canada de sa politique et le Secrétaire du

Trésor américain, John Connolly, est très critiqué par les Canadiens pour la façon cavalière avec laquelle il traite avec les représentants de leur gouvernement. Bien que la surtaxe soit levée avant la fin de l'année, les «secourses» d'août 1971 mettent abruptement fin à la relation spéciale et amènent le gouvernement Trudeau à adopter une politique beaucoup plus dure à l'endroit des États-Unis sur toute une gamme de questions bilatérales.

La venue à Ottawa d'un groupe de fonctionnaires fédéraux américains à l'automne de 1971 dans le but de mieux comprendre le point de vue du Canada fournit un bon exemple de la frustration du gouvernement canadien. A l'issue d'un échange sur les problèmes que vient d'éprouver Ottawa avec le Département du Trésor américain, un représentant canadien de haut niveau s'exclame: «Si vous accordiez seulement autant d'attention au Canada que vous en portez au Cambodge!» Le message est clair et valable: les États-Unis en étaient venus à s'absorber tellement dans les problèmes du monde qu'ils négligeaient leurs relations avec leur meilleur allié et leur plus important partenaire commercial. Il est également clair à la fin de 1971 que des rapports d'un nouveau genre remplaceraient les relations informelles et faciles.

La troisième option

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, publie dans la livraison de l'automne 1972 de *Perspectives Internationales*, un long article dans lequel il explique quelle idée le Canada se fait de ses nouveaux rapports. Coiffé du titre «Relations canado-américaines: Options pour l'avenir», cet article est un exposé lucide des intérêts nationaux du Canada vis-à-vis des États-Unis et présente trois options qui s'offrent au Canada dans ses relations avec son voisin du Sud. Premièrement, le «Canada peut chercher à maintenir plus ou moins l'état actuel de ses relations avec les États-Unis en modifiant ses politiques le moins possible». Cette option est rejetée parce que, selon Sharp, le «magnétisme continental» signifie que le Canada devrait «courir plus vite pour rester sur place» et qu'il lui dicterait «une politique essentiellement de circonstance». Deuxièmement, le «Canada peut s'acheminer délibérément vers une intégration plus grande avec les États-Unis». Cette option représente un trop grand danger sur le plan de l'identité canadienne. Troisièmement, le «Canada peut adopter une stratégie générale, à long terme, visant à développer et à raffermir son économie et les autres aspects de sa vie nationale et, ce faisant, réduire la vulnérabilité actuelle du Canada».

Le gouvernement Trudeau choisit la troisième option. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures explique cette nouvelle politique de la façon suivante: «La troisième option a pour objectif fondamental de réduire, à la longue, la vulnérabilité de l'économie